

Référence : 340S2405 PGC - PGC 2

Date d'édition : 27/02/2025

Rapport comportant : 28 pages

PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 2

OPERATION
MONTPELLIER TRAVAUX ISOLATION DGSCGC RUE JULES GUESDE 30 rue Jules Guesde 34000 MONTPELLIER
Maître d'ouvrage
DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE CIVILE ET DE LA GESTION DES CRISES 30 RUE JULES GUESDE SECURITE CIVILE 34080 MONTPELLIER

Le coordonnateur SPS
Thomas PAGNON



LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	17/02/2025	PAGNON Thomas	DCE	Elaboré sans RAAT
02	21/02/2025	PAGNON Thomas	DCE	DCE modifié (ajout du lot désamiantage et retrait du lot PV)

Diffusion :

Diffusion	DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE CIVILE		
	ET DE LA GESTION DES CRISES		
	Monsieur RUSIGNOLO Guillaume	Maître d'ouvrage	guillaume.rusignolo@interieur.gouv.fr
	Monsieur RHEIN Olivier	Maître d'ouvrage	olivier.rhein@interieur.gouv.fr
ENERGIE R			
	Monsieur HULLO Nicolas	Maître d'oeuvre	nhullo@energie-r.fr

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	1 page
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	CHAPITRE 4	23 pages

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération :	MONTPELLIER TRAVAUX ISOLATION DGSCGC RUE JULES GUESDE
Adresse :	30 rue Jules Guesde 34000 - MONTPELLIER
Type d'ouvrage :	Bâtiments bureaux
Type de toiture :	Traditionnelle
Nombre de niveaux :	3
Nombre d'infrastructures :	0
Nombre de superstructures :	3

Présentation générale de l'ouvrage faisant objet du présent PGC et des conditions de sa réalisation :

L'opération consiste en la rénovation de deux bâtiments.

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Dossiers de plans	Date
Plans façades, coupes, masse, situation	
Pieces écrites	Date
- CCTP lot 0 à 7	
RAAT	

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie **2**.

2.3.2 Déclaration préalable

Elle doit être transmise aux organismes de prévention par le Maître d'ouvrage.

2.3.3 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie **2**, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

2.3.4 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 5 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 10 personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE CIVILE ET DE LA GESTION DES CRISES	30 RUE JULES GUESDE SECURITE CIVILE 34080 MONTPELLIER
	Monsieur RHEIN Olivier	Tel : 06-84-34-48-31 olivier.rhein@interieur.gouv.fr
Maître d'oeuvre	ENERGIE R	7 rue Auguste Thierry 66000 PERPIGNAN Tel : 04 68 73 85 67 contact@energie-r.fr

3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
CARSAT	CARSAT	29 cours Gambetta CS49001 34068 Montpellier Tel : 04 67 12 95 30 prev@carsat-lr.fr
OPPBTP	OPPBTP	Immeuble FAHRENHEIT 120 avenue Nina Simone 34000 Montpellier Tel : 04 67 63 47 50
DIRECCTE	DIRECCTE LR	615 Boulevard Antigone -CS 19002 34064 Montpellier Cedex 02 Tel : 04 67 22 88 88 ddets@herault.gouv.fr

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 01 - Menuiseries extérieures		
Lot 02 - Isolation		
Lot 03 - Ravalement - ITE		
Lot 04 - Plomberie - CVC		
Lot 05 - Electricité		
Lot 06 - Couverture		
Lot 07 - Decontamination		

4. CHAPITRE 4

4.1	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (R4532-44 1°).....	2
4.1.1	Contraintes d'environnement	2
4.1.2	Présence d'amiante	2
4.1.3	Présence de plomb	2
4.2	MESURES DE PREVENTION DES RISQUES LIES A LA COACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER.....	3
4.2.1	ARTICLE 4532-44 - 2° Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.	3
4.2.2	ARTICLE 4532-44 - 3° a) Mesures de coordination concernant les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales.	4
4.2.3	ARTICLE 4532-44 - 3° b) Mesures de coordination concernant les conditions de manutention des différents matériaux et matériels (interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles).....	5
4.2.4	ARTICLE 4532-44 - 3° c) Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.	5
4.2.5	ARTICLE 4532-44 - 3° d) Mesures de coordination concernant les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres.....	6
4.2.6	ARTICLE 4532-44 - 3° e) Mesures de coordination concernant les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.	6
4.2.7	ARTICLE 4532-44 - 3° f) Mesures de coordination concernant les l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.....	7
4.2.8	ARTICLE 4532-44 - 3° g) Mesures prises en matière d'interactions sur le site.	8
4.2.9	ARTICLE 4532-44 - 4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.....	13
4.2.10	ARTICLE 4532-44 - 5° Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.	15
4.2.11	ARTICLE 4532-44 - 6° Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière..	19
	Consignes	20
	Déclaration d'accident.....	20
4.2.12	Mesures d'évacuation	20
4.2.13	Services d'urgence	20
4.2.14	ARTICLE 4532-44 - 7° Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.	21
4.3	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	23

4.1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (R4532-44 1°)

4.1.1 Contraintes d'environnement

Type de site : Urbain

Bâtiments environnants : Oui

Bâtiments mitoyens : Non

Voies de circulation : Rue Jules Guesde

Réseaux existants connus par le Coordonnateur SPS au moment de la rédaction du présent document :

- Aucun

4.1.2 Présence d'amiante

OUI

Rapport d'analyse : A23B243B/002-1 de l'entreprise BUREAU ALPES CONTROLES

Date de réception : 22/05/2024

Recommandation : désamiantage avant démolition.

4.1.3 Présence de plomb

Non

4.2 MESURES DE PREVENTION DES RISQUES LIES A LA COACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER

4.2.1 ARTICLE 4532-44 - 2° Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Présence de personne non autorisée sur le chantier.	Port du badge	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	L4121-2 R4532-16
Approvisionnement	Gestion logistique jusqu'à la réception, comprenant notamment gestion : <ul style="list-style-type: none">• organisation des approvisionnements,• planification des approvisionnements sur la base d'un tableau récapitulatif des matériaux et des charges.	Maître d'œuvre	Toutes les entreprises.	R476

Le plan d'installation de chantier sera à soumettre par le **lot 02** au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier. Il sera mis à jour sur demande du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS jusqu'à la réception des travaux.

Faire figurer, en fonction de la phase de travaux (liste non-exhaustive) :

- * la position de la base-vie et des parkings personnels, des clôtures, etc.
- * les points d'entrée des terrains concernés par les travaux et préciser les contrôles d'accès envisagés (piéton et engins),
- * les réseaux existants (retour des DT),
- * les flux engins (priorité marche en avant) et piétons (compagnons du chantier), en limitant leurs croisements,
- * les zones de déchargements et de stockages (sur site et déportées), de déchets (avec les flux associés),
- * la position des engins de levages de charges (grues, monte-matériaux, etc.)
- * la position des équipements extérieurs électriques de chantier (coffrets, éclairages, etc.).
- * la position des installations sanitaires de proximité (< 50m des bâtiments).
- * **la position des PRS.**
- * Toute indication que l'entreprise jugera nécessaire pour la parfaite compréhension de son organisation de chantier
- * Toute indication supplémentaire demandée par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS jusqu'à la réception.

4.2.2 ARTICLE 4532-44 - 3° a) Mesures de coordination concernant les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE quand – où	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Renversement du personnel.	Mise en place et entretien de voies de chantier avec séparations flux engin/piéton (jusqu'à la fin des travaux). A matérialiser sur plan avant travaux : - Entre point d'entrée de chantier, base vie, zones de travaux et zones de stockage	Lot 02	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4533-2 R4224-3
Chute de hauteur.	Une échelle réglementaire dépassant le niveau à atteindre de 1.00 m, fixée en tête et en pied, sera installée au droit de tous les accès aux combles, et ce pendant tout le chantier jusqu'à la réception.	Lot 02	Toutes les entreprises.	L4121-2
Chute de plain-pied : zones intérieures	A l'avancement des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception d'éclairage en très basse tension de sécurité (TBTS) 25 V ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA, des circulations verticales et horizontales, des vides sanitaires et des locaux aveugles. L'installation d'éclairage de chantier devra être vérifiée par un organisme agréé avant mise en service et lors de chaque modification. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier.	Lot 05	Toutes les entreprises.	AFNOR NFX 35-103 R4534-9 R4226-21
Chute de plain-pied : zones extérieures	A l'avancement des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception d'éclairage en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA des circulations extérieures (entre la base-vie et le bâtiment notamment). L'installation d'éclairage de chantier devra être vérifiée par un organisme agréé avant mise en service et lors de chaque modification. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier.	Lot 05	Toutes les entreprises.	R4533-2 R4534-9 AFNOR NFX 35-103 R4226-21
Chute de plain-pied.	Nettoyage sur injonction du CSPS, MO ou MOE,	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Renversement du personnel.	Lorsqu'un conducteur de camion exécute une manœuvre, mettre en place un ou plusieurs travailleurs afin de diriger le conducteur et avertir, par la voix ou par des signaux conventionnels, les personnes survenant dans la zone où évolue le véhicule.	Toute entreprise utilisant un camion devant réaliser une manœuvre ou décharger une benne.	Toutes les entreprises.	R4534-11

4.2.3 ARTICLE 4532-44 - 3° b) Mesures de coordination concernant les conditions de manutention des différents matériaux et matériels (interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles).

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Stabilité des engins de levages mobiles.	Réalisation et entretien pendant toute la phase chantier d'une plateforme de levage. Situation / Dimension	Lot 02	Toutes les entreprises.	L4121-2
TMS / Chute de hauteur	Mise en place recettes à matériaux + barrière éclose ou passerelle périphérique à chaque niveau	Lot 02	Toutes les entreprises.	
Fatigue / T.M.S.	Goulottes d'évacuation	Lot 06	Toutes les entreprises.	L4121-2

4.2.4 ARTICLE 4532-44 - 3° c) Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Stabilité des zones de stockage.	Réalisation et entretien pendant toute la phase chantier d'une plateforme de stockage, pouvant accueillir des containers.cf PIC	Lot 02	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4534-7
Chute de hauteur.	Stockage des matériaux sur zone définie sur le PIC. En cas d'utilisation de locaux dans le bâtiment à construire, identification sur porte.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Chute d'éléments depuis la toiture.	Lester les stockages en toiture, et les limiter aux éléments à poser dans la journée.	Lots 06	Toutes les entreprises.	L4121-2
Sanitaire Explosion Incendie	Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée pour les matériaux dangereux. Vérifier la compatibilité des matériaux stockés. Concertation en phase de préparation et identification lors de l'inspection commune.	Entreprise utilisant des produits dangereux.	Toutes les entreprises.	L4121-2

4.2.5 ARTICLE 4532-44 - 3° d) Mesures de coordination concernant les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
T.M.S Sanitaire Chute de plain-pied.	Mise à disposition de tous les corps d'état jusqu'à la fin du chantier de chariots (grutables / compatibles avec engin de levage chantier) dans les différents niveaux pour acheminement des déchets jusqu'aux zones d'évacuation. Condition de stockage avant enlèvement : vérifier la surcharge admissible des planchers.	Lot 06	Toutes les entreprises.	L4121-2
Sanitaire Chute de plain-pied.	Mise en place de bennes à déchets jusqu'à la fin du chantier, sur plateforme aménagée.	Lot 02.	Toutes les entreprises.	Loi n° 75.633 du 15 juillet 1975, modifiée par la Loi n°92.646 du 13 juillet 1992

4.2.6 ARTICLE 4532-44 - 3° e) Mesures de coordination concernant les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Sanitaire.	Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée. Enlèvement des déchets hebdomadaire.	Entreprise utilisant des produits dangereux.	Toutes les entreprises.	L4121-2

4.2.7 ARTICLE 4532-44 - 3° f) Mesures de coordination concernant les l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Chute de personnel pendant et après le désamiantage	Mise en œuvre de protections collectives provisoires réglementaires pour tout risque de chute à l'avancement du désamiantage.	Lot 7 (désamiantage)	Toutes les entreprises.	L4121-2
Electrocution	<p>A l'avancement des travaux, à partir des points de raccordement par le lot gros-œuvre, réalisation et entretien jusqu'à la réception de l'installation électrique de chantier conformément aux règles de la section 704 de la norme NF C 15-100. Cette installation comportera au minimum :</p> <p>— à chaque niveau et par cage d'escalier : un coffret comportant 4 socles de prises de courant monophasés 10/16 A + T,</p> <p>—au rez-de-chaussée: un socle de prise de courant 20 A triphasé + T.</p> <p>Aucun point du bâtiment ne doit être distant d'un coffret de plus de 25 m.</p> <p>L'installation électrique de chantier devra être vérifiée par un organisme agréé avant mise en service et lors de chaque modification et tous les 12 mois minimum. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier.</p> <p>Cheminement des câbles en colonne montante et non dans les cages d'escaliers.</p>	Lot électricité	Toutes les entreprises.	L4121-2 / NFP 03 001 / Fiche OPPBTP G1 F 03 12 R4534-75 R4226-21
Chute de hauteur.	Contrôle et remise en conformité hebdomadaire de tous les garde-corps provisoires de chantier (et sur injonction du CSPS/MOE/MO) jusqu'à la réception.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Chute de hauteur.	Protection de tous risques de chute (trémies, rives de dalles et planchers, balcons, etc.) par mise en place de garde-corps provisoires	Entreprises qui déposent protections existantes	Toutes les entreprises.	L4121-2
Chute de hauteur.	<p>Rappel des préconisations concernant la prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail :</p> <p>1° Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins :</p> <p>a) Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ;</p> <p>b) Une main courante ;</p> <p>c) Une lisse intermédiaire à mi-hauteur ;</p> <p>2° Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.</p>	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	R4323-59

Chute de hauteur.	<p>Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :</p> <p>Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque (Garde-corps sur trémie ascenseur remplacé par les portes définitive de l'ascenseur par exemple) Après suppression du risque en cours de chantier Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective sans suppression préalable du risque de chute :</p> <ul style="list-style-type: none"> - méthodologie à présenter par l'entreprise au MOE et au CSPS. ou - balisage d'interdiction à la zone pour les autres corps d'état et port d'EPI pour l'intervention et dépose / repose de la protection collective. <p>En cas de mise en place incomplète du dispositif de protection collective définitive, prévoir la pose d'ouvrage provisoire supprimant le risque de chute – exemple des garde-corps vitrés : mise en place de remplissage bois avant mise en place des vitrages définitifs.</p>	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Chute de hauteur/Chute d'objets	<p>Travaux en toiture : Mise en place de</p> <ul style="list-style-type: none"> - sapine d'accès - Filets périphériques ou échafaudages toute hauteur - Installer filets en sous-face <p>Interdire l'accès en sous-face (R+2) sous la zone de travail</p>	Lot 06		

4.2.8 ARTICLE 4532-44 - 3° g) Mesures prises en matière d'interactions sur le site.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Renversement	Parking personnel.	Lot 02	Toutes les entreprises.	L4121-2
	Autorisation de voirie, notamment pour la zone d'emprise de grue, parking et stockage pendant toute la durée du chantier.	Lot 06	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque d'effondrement des planchers.	Confirmation de la surcharge admissible des planchers utilisés comme réception de matériaux (balcon, etc.).	Bureau d'étude structure.	Toutes les entreprises.	L4121-2

	roulage ou stockage.			
Stabilité des étalements	La conception des étalements d'une hauteur de plus de six mètres est justifiée par une note de calcul et leur construction réalisée conformément à un plan de montage préalablement établi. La note de calcul et le plan de montage sont conservés sur le chantier. <i>Ces dispositions ne sont pas applicables aux étalements mis en œuvre pour l'exécution des travaux souterrains.</i>	Toute entreprise devant réaliser un étalement > 6m.	Toutes les entreprises.	R4534-105
Accident lors de chute de matériaux volontaire	Délimiter les emplacements de chute et en interdire physiquement l'accès à toute autre entreprise.	Lots 02 et 06	Toutes les entreprises.	R345
Renversement d'engins	Prévoir bande périphérique de 3m autour du bâtiment pour permettre l'évolution des engins et la mise en place d'échafaudages	Lot 02		
Renversement par des tiers.	Mise en place au début des travaux et entretien jusqu'à la réception de clôtures en périphérie de la zone de chantier. Contrôle et remise en état hebdomadaire jusqu'à la fin du chantier. En cas d'intervention à proximité d'une voie, prévoir les protections lourdes type GBA et panneaux de signalisation routière.	Lot gros-œuvre	Toutes les entreprises	L4121-2
Risque de chute.	Interdiction de travailler sur nacelle et échafaudage en cas de vent, de neige ou de pluie.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	R4323-68
Risque sur réseaux actifs (pour toute réhabilitation ou intervention en site occupée).	Avant tous travaux, neutralisation par les lots techniques des réseaux. En cas d'impossibilité (technique ou dû à l'exploitation du site), ceux-ci seront identifiés sur le chantier jusqu'à la réception. Afin d'éviter le rétablissement inopiné de la tension pendant la durée des travaux, prévoir la condamnation, en position d'ouverture, des appareils de coupure ou de sectionnement correspondants	Lots techniques.	Toutes les entreprises	L4121-2 R4534-128
Risque de chute d'éléments en cours de levage.	Achever la manutention en cours le plus rapidement possible si la dépose immédiate de la charge n'est pas possible et appliquer la procédure prévue pour la mise en sécurité des salariés et des appareils lorsque la vitesse du vent dépasse la vitesse spécifiée dans la notice du constructeur, sans toutefois dépasser 72km/h.	Utilisateur des grues.	Toutes les entreprises.	L4121-2 R406
Risque d'incendie.	Mise en place (et remplacement en cas d'utilisation et de vol + + inspection mensuelle + maintenance annuelle minimum) d'extincteur dans le bureau de chantier pendant toute la phase chantier.	Lot 02	Toutes les entreprises.	L4121-2 R406 NF S 61-919
Risque flocage/projection.	Balisage de la zone de travail, ventilation des locaux et interdiction d'accès aux autres intervenants pendant les projections	Toute entreprise réalisation un flocage/projection.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque de chute d'éléments lors de la pose d'ouvrages	Interdire l'accès à la zone de pose et assurer la stabilité des ouvrages en phase provisoire.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Stabilité / Chute de hauteur.	Mise en commun de l'échafaudage jusqu'à la fin de ses	Lot 03	Toutes les entreprises.	L4121-2

	travaux, après convention de mise à disposition et affichage du PV de réception. Contrôles obligatoires, à charge de l'installateur, lors de la première utilisation, en cas de modification ou interruption d'au moins 1 mois de l'échafaudage : examen d'adéquation, examen de montage et d'installation, examen de l'état de conservation de l'échafaudage. Vérification journalière de l'échafaudage à charge de chaque utilisateur. Vérification trimestrielle (examen de l'état de conservation de l'échafaudage) à charge de l'installateur. Mise en place de tunnel de protection au droit des pénétrations du bâtiment.			Arrêté du 21/12/04 relatif aux vérifications des échafaudages
Chute de hauteur.	Utilisation de l'échafaudage du lot 03 pour la pose des éléments extérieurs	Lots 01 et 02	Toutes les entreprises.	L4121-2
Coupure-Choc-Heurt Emission de poussières	Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. Privilégier le captage à la source	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2 ED6192
Risque auditif Asphyxie	En cas d'utilisation d'un matériel type compresseur ou équivalent, celui-ci devra être positionné à l'extérieur du bâtiment ou dans la zone d'intervention (pas dans les parties communes). Attention aux moteurs thermiques (nacelle, machine à projeter, etc.) : utilisation intérieure proscrite.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque d'incendie.	Tenir à proximité de tous travaux générant étincelle ou point chaud un extincteur.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Feu couvant	Arrêt du poste de travail 1 heure avant le départ du chantier et vérification des zones travaillées.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque de projection.	Percements en plafonds et dalles : balisage des zones d'intervention, en partie haute et en partie basse, pour prévenir le risque de chute de gravats liés au percement (carottage), et interdiction d'accès à une zone en travaux.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque de projection - généralité.	Balisage des zones d'intervention.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque levage.	Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque de chute de matériel / matériaux.	Balisage en pied pour tous travaux en hauteur.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque plomb.	Diagnostic plomb avant travaux / avant démolition sur tous les matériaux impactés.	Maître d'ouvrage	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque d'exposition au plomb	Identifier sur site les zones contenant du plomb après démolition/curage.	Lot démolition	Toutes les entreprises.	L4121-2

Risque d'exposition au plomb pendant les travaux.	L'entreprise effectuera, avant le démarrage des travaux, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol. Réaliser les travaux en l'absence de coactivité. Intervention de personnel formé. Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, par la mise en place d'un confinement, y compris SAS, notamment pour les travaux de démolition et de préparation des fonds de peinture contenant du plomb. Interdire l'accès à la zone de travaux sur les ouvrages contenant du plomb.	Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.	Toutes les entreprises.	L4121-2 INRS ED 909
Risque d'exposition au plomb après les travaux.	Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre haute efficacité – balayage proscrit. L'entreprise effectuera, avant restitution des locaux à une autre entreprise/occupants, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol.	Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.	Toutes les entreprises.	L4121-2 INRS ED 909
Risque amiante.	Diagnostic amiante avant travaux / avant démolition sur tous les matériaux impactés.	Maître d'ouvrage	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque amiante – sous-section 3.	Travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant, y compris dans les cas de démolition : intervention d'une entreprise certifiée sous-section 3, avec envoi du plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage aux organismes de prévention un mois avant le début des travaux.	Lot 7 (désamiantage).	Toutes les entreprises.	Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012
Risque amiante – sous-section 4.	Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante : intervention d'une entreprise ayant du personnel formé sous-section 4, avec réalisation d'un mode opératoire, envoyé aux organismes de prévention avant le début des travaux.	Toute entreprise devant intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante. Lot 7 (désamiantage)	Toutes les entreprises.	Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012
Risque d'exposition à l'amiante (sous-sections 3 et 4)	Réaliser les travaux en l'absence de coactivité. Interdire l'accès à la zone de désamiantage / travaux.	Lot 7 (désamiantage) et toute entreprise devant intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.	Toutes les entreprises.	Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012
Risque d'exposition à l'amiante sous-section 3 pendant les travaux.	Afin de s'assurer de l'absence de dispersion de fibres d'amiante dans l'environnement du chantier et des locaux adjacents, l'entreprise vérifie le respect de la valeur fixée à l'article R. 1334-29-3 du code de la santé publique (inférieur ou égal à cinq fibres par litre) par des mesures d'empoussièrement environnementales (cf. stratégie d'échantillonnage) à transmettre au CSPS à l'avancement des travaux.	Lot 7 (désamiantage).	Toutes les entreprises.	Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012

Risque d'exposition à l'amiante après travaux sous-section 4 et avant travaux de réhabilitation	Avant toute restitution de la zone , l'entreprise procède à un examen incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées, le nettoyage approfondi de la zone et à une mesure du niveau d'empoussièrement, à transmettre au CSPS.	Toute entreprise devant intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque d'exposition à l'amiante sous-section 3 après travaux de retrait et d'encapsulage et avant démantèlement du confinement. (mesure de restitution 1 ou libératoire , cf. <i>QR métrologie_DGT_version-2_2015-Travailler-mieux_v2</i>)	Avant toute restitution de la zone et préalablement à l'enlèvement de tout dispositif de confinement, total ou partiel, l'entreprise procède à un examen incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées, le nettoyage approfondi de la zone et à une mesure du niveau d'empoussièrement, à transmettre au CSPS. En fin de travaux, l'entreprise établit un rapport de fin de travaux contenant notamment les plans de localisation de l'amiante mis à jour.	Lot 7 (désamiantage).	Toutes les entreprises.	Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012
Risque d'exposition à l'amiante après travaux de retrait et d'encapsulage après le départ de l'entreprise de désamiantage et avant travaux de réhabilitation . (mesure fin de chantier amiante , cf. <i>QR métrologie_DGT_version-2_2015-Travailler-mieux_v2</i>)	Avant toute restitution de la zone le maître d'ouvrage procède à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air, à transmettre au CSPS. Cette mesure est indiquée à la ligne V du guide GA X 46-033.	Maître d'ouvrage	Toutes les entreprises.	L4531-1 L4121-3

4.2.9 ARTICLE 4532-44 - 4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier..

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Interférence avec d'autres chantiers (en cours ou en prévision).	Concertation à l'initiative du maître d'ouvrage des CSPS, maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrages des opérations concernées.	Maître d'ouvrage.	Toutes les entreprises.	Article L4531-3
Risque d'intervention en site occupée ou en exploitation.	Inspection commune avec chef d'établissement.	CSPS	Toutes les entreprises.	R4532-14.
Interférence avec activités mitoyennes (industrie, etc.).			Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque sur réseaux actifs.	Les travaux ne peuvent s'accomplir qu'après la mise hors tension de l'installation électrique, à moins que l'exploitant ait fait connaître par écrit qu'il ne peut, pour une raison qu'il juge impérieuse , procéder à la mise hors tension. En cas de désaccord , soit sur la possibilité de mettre l'installation hors tension , soit, dans le cas où la mise hors tension est reconnue impossible, sur les mesures à prendre pour assurer la protection des travailleurs, les contestations sont portées par le maître d'ouvrage / l'employeur devant l'inspecteur du travail , qui tranche le litige, en accord, s'il y a lieu, avec le service chargé du contrôle de la distribution d'énergie électrique en cause.	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.	Toutes les entreprises	R4534-111 R4534-124
Risque sur réseaux actifs.	Rappel des distances minimales de sécurité : 1° Trois mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions, en valeur efficace pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est inférieure à 50 000 volts ; 2° Cinq mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions, en valeur efficace pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est égale ou supérieure à 50 000 volts .	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.	Toutes les entreprises	Article R4534-108
Risque sur réseaux actifs.	Si la ligne ou l'installation électrique est du domaine basse tension A (BTA), cette mise hors d'atteinte est réalisée : 1° Soit en mettant en place des obstacles efficaces solidement fixés ; 2° Soit en isolant par recouvrement les conducteurs ou autres pièces nus sous tension , ainsi que le neutre.	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.	Toutes les entreprises	R4534-119
Risque sur réseaux actifs.	Lorsque la ligne ou l'installation électrique est des domaines basse tension B (BTB), haute tension A (HTA)	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes,	Toutes les entreprises	R4534-121

	et haute tension B (HTB), la mise hors d'atteinte de cette ligne ou de cette installation est réalisée en mettant en place des obstacles efficaces solidement fixés devant les conducteurs ou pièces nus sous tension , ainsi que devant le neutre. Si cette mesure ne peut être envisagée, la zone de travail est délimitée matériellement, dans tous les plans possibles, par une signalisation très visible, telle que pancartes, barrières, rubans. En outre, l'entreprise désigne une personne compétente ayant pour unique fonction de s'assurer que les travailleurs ne franchissent pas la limite de la zone de travail et de les alerter dans le cas contraire.	canalisations et installations électriques.		
Risque de heurt du personnel de chantier par l'activité du site en exploitation.	Balisage des accès et de la zone en travaux jusqu'à la réception. Séparation des flux intervenants chantier / utilisateurs.	Lot 02	Toutes les entreprises	L4121-2
Risque d'incendie.	Isolement CF 2h de la zone de chantier par rapport au lieu en exploitation jusqu'à la réception. Permis feu ?	Lot 02	Toutes les entreprises	L4121-2
Risque sanitaire	Lors d'utilisation de peinture, résine ou produit chimique, transmettre la FDS au CSPS avant intervention et assurer une ventilation efficace (naturelle ou rapportée) de la zone de travaux. Intervention sans co activité.	Lot 02	Toutes les entreprises	L4121-2
Risque chimique	Intervention d'une société agréée pour la dépose des produits PCB et ou PCT.	Lot 02	Toutes les entreprises	L4121-2

4.2.10 **ARTICLE 4532-44 - 5° Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.**

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Salubrité du chantier	Réalisation VRD préalables pour opérations > 760 000 euros.	Maître d'ouvrage.	Toutes les entreprises.	R4533-1
Salubrité du chantier.	Avant le début des travaux, branchements provisoires d'égout depuis le réseau concessionnaire jusqu'aux constructions à réaliser et aux installations communes de chantier, en tenant compte des aménagements d'hygiène nécessaires.	Lot 02	Toutes les entreprises.	R4533-5
Risque sanitaire.	<p>Mise en œuvre de l'installation de chantier (après réalisation des branchements EU/EV – EF – ELECTRICITE) jusqu'à la réception (y compris réalisation des abords).</p> <p>Sanitaires, éclairés, climatisés, chauffés et aérés, nettoyés et désinfectés au moins une fois par jour, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 Cabinet pour 20 personnes 1 Urinoir pour 10 personnes 1 lavabo pour 10 personnes 1 douche pour 8 personnes (en cas de travaux salissants ou insalubres) <p>Vestiaires éclairés, climatisés, chauffés et aérés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1.25 m² et 1 armoire à deux compartiments distincts (vêtements de travail, vêtements de ville) par salarié <p>Local réfectoire éclairé, climatisé, chauffé et aéré tenu en parfait état de propreté :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1.5 m² par salarié <p>Equipement pour déjeuner sur place :</p> <ul style="list-style-type: none"> Tables et chaises en nombre suffisant Appareil de cuisson ou réchauffage (1 par bungalow réfectoire) Eau potable fraîche (fontaine réfrigérée) et eau chaude (pour chaque bungalow réfectoire) – 3Lminimum/jour/salarié Réfrigérateur (1 par bungalow réfectoire) <p>Les installations tiendront compte de la présence (ou non) de personnel féminin.</p> <p>Selon l'évolution du chantier, des installations supplémentaires pourront être demandées afin de répondre à la réglementation.</p>	Lot 02	Toutes les entreprises.	<p>L4221-1</p> <p>R4228-6 à 12, et de 22 à 24.</p> <p>R4534-138 à 145</p>

Sanitaire, en cas d'intervention de plusieurs entreprises sur des ouvrages contenant du plomb.	Installations à mettre en œuvre au démarrage des travaux : deux locaux aménagés en vestiaires collectifs situés près de la sortie de l'établissement, le premier étant exclusivement réservé au rangement des vêtements de ville et le second au rangement des vêtements de travail. Des douches assurent la communication entre les deux vestiaires. Mise en place de panneaux « interdiction de manger et de fumer en vêtement de travail » dans les parties communes du chantier.	Lot 02	Toutes les entreprises.	R4412-156
				R4412-158
Salubrité	Si les installations communes d'hygiène sont distantes de plus de 50 m de l'accès des bâtiments, mise en place et entretien jusqu'à la réception de W.C. dans le bâtiment. Si celui-ci comporte plus de 5 niveaux au-dessus du rez-de-chaussée, installation d'un W.C. et d'un distributeur d'eau réfrigérée par tranche de 5 niveaux.	Lot 02.	Toutes les entreprises	NF P 03-001
Chute de plain-pied.	Nettoyage et évacuation des déchets hebdomadaire des zones communes du chantier, jusqu'à la réception.	Lot 02	Toutes les entreprises.	L4121-2

Hygiène et Cantonnement : Exigences réglementaires

Installation d'accueil dans les chantiers		Durée du chantier		Moyen à mettre en œuvre	Particularités
		< 4 mois	> 4 mois		
Exigences à mettre en œuvre				Check List des actions réalisées (cocher ce qui est fait)	
Local réfectoire (suite) R4228-22 à 24	Garde-manger ou réfrigérateur		X	<input type="checkbox"/> Réfrigérateur conseillé	
Eau potable	Pour la boisson	X	X	<input type="checkbox"/> Eau potable fraîche, 3 litres au moins par jour et par travailleur	
Sanitaires R4228-7 à 11	Lavabos	X	X	<input type="checkbox"/> lavabos, 1 au moins pour 10 travailleurs ou système de rampes équivalent	<input type="checkbox"/> Pour les très courts chantiers jumelés au sanitaire.
	Eau pour se laver		X	<input type="checkbox"/> Eau courante à température réglable	
		X		<input type="checkbox"/> Si l'eau courante est impossible, possibilité de raccorder sur un réservoir, avec quantité suffisante	
			X	<input type="checkbox"/> L'eau doit être à température réglable	<input type="checkbox"/> En cas d'éloignement de la base vie, prévoir des points complémentaires
	Cabinets d'aisance (WC, urinoirs)		X	<input type="checkbox"/> Un cabinet et un urinoir pour 20 (ou 2 cabinets) avec raccordement sur réseau (collectif ou fosse)	
		X		<input type="checkbox"/> Un cabinet chimique pour 10	
	Douches	X	X	<input type="checkbox"/> 1 pour 8, pour les travaux insalubres et salissants* (plomb, amiante...)	

*Arrêté du 3 octobre 1985 fixant les conditions dans lesquelles des douches doivent être mises à la disposition du personnel effectuant des travaux insalubres ou salissants; Version consolidée au 01 juillet 1990.

Documents de référence: Code du travail, "Aide mémoire juridique" INRS Tj 11, "socle commun de prévention", "cantonnements de chantier" CRAMIF NT N° 27, "installation d'accueil des salariés sur chantiers" OPPBTP Réf H3 MO2 99.

Hygiène et Cantonnement : Exigences réglementaires

Installation d'accueil dans les chantiers		Durée du chantier		Moyen à mettre en œuvre	Particularités
		< 4 mois	> 4 mois		
Exigences à mettre en œuvre				Check List des actions (cocher ce qui est fait)	
Tous locaux (base vie ou installation dans le bâtiment) <i>Article L4221-1 et R4228-12</i>		X	X	<input type="checkbox"/> Aérés, éclairés et chauffés <input type="checkbox"/> Tenus en état de propreté constant	
		X		<input type="checkbox"/> Si les locaux fixes ne sont pas adaptés, possibilité d'utiliser des véhicules de chantier, spécialement aménagés à cet effet, qui doivent pouvoir répondre aux mêmes besoins. <input type="checkbox"/> Pour un chantier de travaux souterrains, le local vestiaire doit se trouver au jour <input type="checkbox"/> Le local en sous-sol n'est toléré qu'exceptionnellement, à défaut d'autre solution, il n'est accepté que s'il est possible de l'aérer et de l'éclairer convenablement, et de le tenir en état constant de propreté.	
Local vestiaire <i>R4228-6</i>	Armoires vestiaires	X	X	<input type="checkbox"/> 1 vestiaire par personne	<input type="checkbox"/> 2 compartiments pour les travaux insalubres et salissants* (plomb, amiante...).
		X		<input type="checkbox"/> Si le chantier est trop exigu pour des armoires, possibilité de les remplacer par des patères en nombre suffisant	
	Sièges	X	X	<input type="checkbox"/> en nombre suffisant (1 par salarié ou bancs)	
Local réfectoire (sauf en cas de prise en charge du repas par l'employeur exemple prime de panier) <i>R4228-22 à 24</i>	Tables et chaises	X	X	<input type="checkbox"/> en nombre suffisant	
	Appareil de réchauffage ou de cuisson	X	X	<input type="checkbox"/> Chauffe-gamelle (ou tout autre matériel permettant de garder au chaud ou de réchauffer)	
	Eau		X	<input type="checkbox"/> Un robinet pour 10 usagers conseillé	

4.2.11 ARTICLE 4532-44 - 6° Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière..

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Appel des secours.	Mise en place et entretien jusqu'à la réception d'une ligne téléphonique limitée aux appels de secours dans le réfectoire / poste de contrôle / local vestiaire, avec affichage de l'adresse et du numéro téléphonique du service d'urgence auquel s'adresser en cas d'accident.	Lot 02	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4534-154
Appel des secours.	Portable pour tout chef d'équipe d'entreprise devant intervenir sur le site).	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Orientation pour les secours.	Mise en place du balisage d'identification des étages et n° de locaux, et entretien jusqu'à la réception, y compris accès aux bâtiments.	Lot 02	Toutes les entreprises.	L4121-2
Organisation des secours.	Permanence d'un secouriste pour 20 personnes sur le chantier, identifié sur le casque , jusqu'à la réception. <i>Pour chaque chantier employant vingt travailleurs au moins pendant plus de quinze jours où sont réalisés des travaux dangereux (chute > 3m, démolition, etc.).</i>	Lot 02	Toutes les entreprises.	R4224-15 R4534-152
Organisation des secours.	Au moins un escalier sera constamment en service pendant toute la durée du chantier.	Lot 02 - Moe	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4534-75
Matériel de secours.	Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Organisation des secours.	Mise à disposition jusqu'à la fin de chantier d'une trousse de secours complète et adaptée à la nature des risques du chantier (à compléter pendant tout le chantier) dans le local vestiaire.	Lot 02	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4224-14
Risque d'incendie.	Mise en place (et remplacement en cas d'utilisation et de vol jusqu'à la fin du chantier + inspection mensuelle + maintenance annuelle) d'extincteurs suivant la répartition suivante : un extincteur à eau pulvérisée de 6L minimum pour 200m2 de plancher.	Lot 02	Toutes les entreprises.	L4121-2 INRS TJ 20 NF S 61-919

Consignes

Les consignes à mettre en œuvre sont :

- Localiser et isoler le blessé
- Appel des secours « Centre 15 » ou « Pompiers 18 » en précisant autant que faire se peut, la nature du traumatisme visible et la localisation de l'accident
- Accompagnement depuis le parking extérieur du véhicule et des personnels de secours au blessé, en s'assurant que toutes les circulations verticales et horizontales soient bien dégagées

Déclaration d'accident

Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, **préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures)** et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.

4.2.12 Mesures d'évacuation

L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire :

Par ambulance en empruntant la voie d'accès au préalable dégagée.

Dispositions particulières IGH à préciser.

4.2.13 Services d'urgence

Désignation	Téléphone
SAMU	15
Gendarmerie	17
Pompiers	18 / 112 (portable)
Pharmacie de proximité	

4.2.14 ARTICLE 4532-44 - 7° Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Incompréhension des consignes de sécurité.	Chaque entreprise devra assurer la présence d'au minimum une personne maîtrisant la langue française sur le chantier, jusqu'à la réception.	Toutes les entreprises intervenant sur le chantier.	Toutes les entreprises.	R4532-38.
Intervention d'entreprise non autorisée.	Chaque entreprise devant intervenir sur le chantier doit prendre rendez-vous avec le CSPS pour réaliser son inspection commune au minimum 15 jours avant son intervention. Chaque entreprise devra tenir informé le CSPS en cas d'intervention de sous-traitant (lui transmettre son PPSPS), et respecter les dispositions décrites ci-avant. Chaque entreprise devra appliquer le PGCSPS et rédiger un PPSPS avant son intervention.	Toutes les entreprises intervenant sur le chantier.	Toutes les entreprises.	R4532-13. L4532-9.

Sous-traitants – Prestataires

En l'absence de définition légale des sous-traitants au sens de la loi 93-1418, un sous-traitant au sens de la coordination SPS sera celui agréé par le maître d'ouvrage au titre de la loi 75-1344 et présenté comme tel au coordonnateur SPS par celui-ci. Tout prestataire de l'entreprise titulaire exécutant des travaux générant un risque majeur en co-activité sera présenté au CspS par l'entreprise titulaire pour réaliser une inspection commune et devra remettre un PPSPS. Les autres prestataires de l'entreprise titulaire agiront sous sa responsabilité. L'entreprise titulaire devra leur transmettre le PGC ainsi que les consignes transmises lors de l'I.C. L'entreprise titulaire procède à une analyse de risque des tâches du prestataire dans son PPSPS si nécessaire. Les prestataires du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre agiront sous leurs responsabilités.

Personnes autorisées :

Les personnes autorisées au sens de la mission de coordination SPS à accéder au chantier, sont :

Les personnels des entreprises titulaires ayant réalisé leur inspection commune et remis leur PPSPS

Les personnels des entreprises sous-traitantes agréées par le MO ayant réalisé leur inspection commune et remis leur PPSPS

Les prestataires définis à l'article 3.1.6

4.3 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Le plan d'installation de chantier sera à soumettre par le lot 02 au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier. Il sera mis à jour sur demande du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS jusqu'à la réception des travaux.

Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants :

- * Installations générales de chantier (base-vie, etc.).
- * Position des clôtures de chantier
- * Position du portail d'accès
- * Position de la signalisation de chantier
- * Position des engins de levage, pendant toute la durée du chantier
- * Emplacement des aires de stockage
- * Position de l'armoire principale de l'installation électrique
- * Positions des armoires secondaires
- * Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets
- * Toute indication que l'entreprise jugera nécessaire pour la parfaite compréhension de son organisation de chantier
- * Toute indication supplémentaire demandée par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS jusqu'à la réception.